



# **Examen de la posture nucléaire 2022**





# TABLE DES MATIÈRES

I. UNE APPROCHE GLOBALE ET ÉQUILBRÉE POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE SÉCURITÉ NATIONALE VITAUX ET RÉDUIRE LES RISQUES NUCLÉAIRES .....	1
II. CONTEXTE SÉCURITAIRE ET DÉFIS EN MATIÈRE DE DISSUASION.....	5
III. LE RÔLE DES ARMES NUCLÉAIRES DANS LA STRATÉGIE DES ÉTATS-UNIS .....	8
IV. STRATÉGIES DE DISSUASION NUCLÉAIRE SUR MESURE.....	13
V. RENFORCER LA DISSUASION NUCLÉAIRE RÉGIONALE .....	17
VI. CONTRÔLE DES ARMEMENTS, NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE ET LUTTE ANTITERRORISTE .....	20
VII. CAPACITÉS NUCLÉAIRES DES ÉTATS-UNIS.....	25
VIII. UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ NUCLÉAIRE RÉSILIENT ET ADAPTABLE.....	30
IX. CONCLUSION.....	333

*(Cette page est intentionnellement laissée vierge.)*

# I. UNE APPROCHE GLOBALE ET ÉQUILIBRÉE POUR DÉFENDRE LES INTÉRÊTS DE SÉCURITÉ NATIONALE VITAUX ET RÉDUIRE LES RISQUES NUCLÉAIRES

---

Cet examen de la posture nucléaire (*Nuclear Posture Review* ou NPR) décrit la stratégie, la politique, la posture et les forces nucléaires des États-Unis à l'appui de la stratégie de sécurité nationale et de la stratégie de défense nationale. Il réaffirme l'engagement continu en faveur d'un dispositif dissuasif sûr, sécurisé et efficace et d'une dissuasion élargie forte et crédible. La dissuasion stratégique demeure une priorité de premier rang pour le département de la Défense et le pays tout entier. Jusqu'à nouvel ordre, les armes nucléaires vont continuer d'avoir un effet dissuasif unique, qu'aucun autre élément de la puissance militaire des États-Unis ne peut remplacer. Pour dissuader toute agression et préserver notre sécurité dans l'environnement sécuritaire actuel, nous maintiendrons des forces nucléaires réactives aux menaces auxquelles nous sommes confrontés.

Les armes nucléaires des États-Unis exercent un effet dissuasif face aux éventuelles agressions, rassurent nos alliés et partenaires et nous permettent d'atteindre les objectifs présidentiels si la dissuasion échoue. Dans un paysage sécuritaire changeant, un dispositif dissuasif sûr, sécurisé et efficace est essentiel à la stratégie de défense des États-Unis dans son ensemble et aux engagements de dissuasion élargie que nous avons pris envers nos alliés et partenaires. Les architectures de sécurité dans les régions euro-atlantique et indo-pacifique représentent un avantage stratégique critique qu'ont les États-Unis sur les gouvernements qui remettent en cause l'ordre international fondé sur des règles. Ces architectures régionales de sécurité sont un pilier fondamental de la stratégie de défense nationale. Cet examen de la posture nucléaire met en évidence les liens entre les éléments conventionnels et nucléaires de la dissuasion et de la défense collectives.

La dissuasion à elle seule ne suffira pas à réduire les dangers nucléaires. Les États-Unis chercheront à mettre en œuvre une approche globale et équilibrée qui placera un accent renouvelé sur le contrôle des armements, la non-prolifération et la réduction des risques pour renforcer la stabilité, éviter une course aux armements coûteuse et manifester notre volonté de réduire la prééminence des armes nucléaires dans le monde. Un contrôle des armements réciproque et vérifiable est la voie la plus efficace, durable et responsable pour l'accomplissement d'un objectif central : réduire le rôle que jouent les armes nucléaires dans la stratégie des États-Unis. En dépit des défis posés par le contexte sécuritaire actuel, les États-Unis continueront de rechercher le dialogue avec d'autres États détenteurs de l'arme nucléaire, dans la mesure du possible, en vue de réduire les risques nucléaires. Nous le ferons avec des attentes réalistes, en comprenant que, pour avancer, il est nécessaire d'avoir des partenaires fiables, prêts à dialoguer de manière responsable, sur la base de la réciprocité et avec lesquels nous pouvons instaurer un certain degré de confiance.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie démontre que les dangers nucléaires demeurent présents et peuvent s'intensifier dans un paysage géopolitique de plus en plus disputé et instable. L'invasion

gratuite et illégale de l'Ukraine par la Fédération de Russie en 2022 est un rappel criant de la place des risques nucléaires dans les conflits d'aujourd'hui. La Russie a mené son agression contre l'Ukraine dans l'ombre du nucléaire, en ayant recours à des démonstrations de force, des exercices nucléaires hors cycle et des propos fallacieux concernant l'utilisation potentielle d'armes de destruction massive (ADM). En brandissant l'arsenal nucléaire russe pour tenter d'intimider l'Ukraine et l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), les dirigeants russes ont clairement montré que ces armes représentent pour eux un bouclier à l'abri duquel ils peuvent mener une agression injustifiée contre leur voisin. Des déclarations et des actions irresponsables de la part de la Russie accentuent le risque d'escalade, que ce soit de manière délibérée ou involontaire. Les dirigeants russes ne devraient avoir aucun doute quant à la détermination des États-Unis, à la fois à résister à la coercition nucléaire et à agir en tant que puissance nucléaire responsable.

Aussi longtemps que les armes nucléaires existeront, les États-Unis, tout comme les autres pays détenteurs de l'arme nucléaire, ont le devoir particulier d'être des garants responsables de ces capacités nucléaires et d'œuvrer sans délai à la création d'un environnement sécuritaire permettant, à terme, leur élimination. Les armes nucléaires n'ont pas été utilisées depuis plus de 75 ans. Tout en assurant notre sécurité, notre objectif est de faire durer cette non-utilisation et de réduire le risque de guerre nucléaire, qui pourrait avoir des effets catastrophiques pour les États-Unis et le monde.

C'est avec cet impératif à l'esprit que les dirigeants des cinq États ayant déclaré détenir des armes nucléaires (la France, la République populaire de Chine, la Fédération de Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis, appelés collectivement le P5) ont affirmé en 2022 qu'une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée, en ajoutant que les armes nucléaires devraient servir des objectifs de défense, de dissuasion des agressions et de prévention de guerres. Les dirigeants du P5 ont également réaffirmé leur engagement envers leurs obligations relatives au désarmement en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ainsi que leur intention de renforcer la stabilité et de prévenir la course aux armements. La rhétorique et les actions de la Russie en Ukraine contrastent avec cette déclaration du P5 et la remettent en question. En tant qu'État partie au TNP possédant des armes nucléaires et membre du P5, la Chine a également une responsabilité à participer à des pourparlers afin de réduire les risques d'erreurs de calcul et de réagir à des dynamiques militaires déstabilisantes.

Les États-Unis sont déterminés à moderniser leurs forces nucléaires, leur système de commandement, de contrôle et de communication nucléaires (NC3) et leur infrastructure de production et de soutien, ainsi qu'à maintenir les systèmes en service pendant la transition visant à leur remplacement. Nos principaux concurrents continuent d'élargir et de diversifier leurs capacités nucléaires, qui comprennent désormais des systèmes novateurs et déstabilisants, ainsi que de capacités non nucléaires qui pourraient être utilisées pour lancer des attaques stratégiques. Ils n'ont manifesté que peu d'intérêt à réduire leur dépendance aux armes nucléaires. Au contraire, les États-Unis se concentrent sur le remplacement en temps voulu des systèmes anciens toujours en service qui s'approchent de leur fin de vie.

L'examen de la posture nucléaire identifie les capacités nucléaires actuelles ou prévues qui ne sont plus nécessaires pour répondre à nos besoins de dissuasion. En outre, fidèle à son concept de dissuasion intégrée, le département de la Défense cherchera à identifier et évaluer dans quelle mesure les capacités non nucléaires peuvent contribuer à la dissuasion et intégrera ces capacités dans des plans opérationnels, au besoin. Alors que nous entreprenons des démarches pour progresser vers l'objectif de réduire la dépendance aux armes nucléaires, des possibilités plus ambitieuses d'avancer dans ce sens nécessiteront des améliorations pérennes du contexte sécuritaire, un engagement en faveur d'un contrôle des armements vérifiable entre les puissances nucléaires majeures, davantage de progrès dans le développement de capacités non nucléaires et une évaluation des réactions auxquelles s'attendre de la part des concurrents et adversaires dotés de l'arme nucléaire. Les États-Unis sont engagés à progresser vers cet objectif alors que les conditions sécuritaires, politiques et technologiques évoluent de manière à rendre cela possible.

Nous ne pourrions pas accomplir nos objectifs en matière de politique nucléaire sans un personnel capable et motivé. Le personnel militaire et civil qui travaille quotidiennement dans le domaine du nucléaire est un atout national dont les accomplissements sont d'une importance vitale, même s'ils passent souvent inaperçus. Préparer la nouvelle génération d'experts de la dissuasion et du contrôle des armements au sein de notre gouvernement ainsi que chez nos alliés et partenaires est un impératif. Nous maintiendrons et renforcerons des activités de recrutement de rétention et de soutien au développement professionnel des militaires et civils travaillant dans le domaine du nucléaire ou qui le soutiennent.

Dans l'examen de la posture nucléaire 2022, les décisions suivantes ont été prises pour garantir une dissuasion sûre, sécurisée et efficace tout en prenant les mesures nécessaires pour progresser vers l'objectif de réduire le rôle que jouent les armes nucléaires dans la stratégie des États-Unis. Cette approche ouvre une voie raisonnable vers une sécurité durable et une dissuasion stable.

- ▶ Adopter une stratégie et une politique déclaratoire qui maintiennent très haut la barre pour le recours au nucléaire tout en rassurant nos alliés et partenaires et en compliquant les calculs de prise de décisions des adversaires
- ▶ Adopter une approche de dissuasion intégrée permettant de mobiliser les capacités nucléaires comme non nucléaires afin d'ajuster la dissuasion à des circonstances spécifiques
- ▶ Éliminer la nécessité de « se prémunir contre les incertitudes de l'avenir » en tant que rôle formel des armes nucléaires
- ▶ Prendre des mesures pour renforcer la dissuasion élargie et les assurances fournies aux alliés
- ▶ Viser la sécurité améliorée par le contrôle des armements, la stabilité stratégique, la non-prolifération et la réduction des risques d'erreur de calcul
- ▶ Affirmer le remplacement intégral de la triade et d'autres programmes de modernisation nucléaire, y compris le NC3

- ▶ Mettre hors service la bombe gravitaire B83-1
- ▶ Annuler le programme de missile de croisière à lanceur naval (SLCM) à charge nucléaire
- ▶ Mettre en place un dispositif de sécurité nucléaire moderne et adaptable, reposant sur une stratégie intégrée en matière de gestion des risques, de résilience axée sur la production, d'innovation scientifique et technologique et d'initiatives concernant le personnel



## II. CONTEXTE SÉCURITAIRE ET DÉFIS EN MATIÈRE DE DISSUASION

---

L'examen de la posture nucléaire s'inscrit dans un cadre stratégique plus vaste qui reconnaît les risques croissants de confrontation militaire avec ou entre des puissances nucléaires et le besoin urgent de maintenir et renforcer la dissuasion. L'environnement sécuritaire international s'est détérioré ces dernières années, surtout en raison des actions de nos concurrents stratégiques. La République populaire de Chine (RPC) représente tout un défi en termes de rythme pour le département de la Défense dans ses efforts de planification. La RPC est un facteur grandissant dans l'évaluation de notre dissuasion nucléaire. La RPC s'est lancée dans un effort ambitieux d'expansion, de modernisation et de diversification de ses forces nucléaires et a établi une triade nucléaire naissante. Le but est vraisemblablement de posséder au moins 1 000 ogives utilisables d'ici la fin de la décennie.

Bien que la situation finale qui résultera des choix spécifiques fait par la RPC concernant ses forces et sa stratégie nucléaires demeure incertaine, la trajectoire de ces efforts laisse présager un arsenal conséquent et diversifié associé à une forte capacité de survie, fiabilité et efficacité. Cela pourrait fournir à la RPC de nouvelles options avant et pendant une crise ou un conflit en utilisant les armes nucléaires à des fins de coercition, y compris dans des provocations militaires contre les alliés et partenaires des États-Unis dans la région.

Dans sa stratégie, la Russie continue de mettre l'accent sur les armes nucléaires, de moderniser et d'élargir ses forces nucléaires, ainsi que de brandir ses armes nucléaires pour défendre sa politique sécuritaire révisionniste. Son arsenal nucléaire moderne, qui devrait continuer de croître, pose une menace existentielle constante pour les États-Unis et leurs alliés et partenaires. Cela fait plus de 20 ans que la Russie mène un programme de modernisation militaire de grande ampleur, qui passe notamment par le remplacement de systèmes nucléaires stratégiques anciens ainsi que la diversification et l'expansion constantes des systèmes nucléaires qui représentent une menace directe pour l'OTAN tout comme pour les pays voisins. Cela inclut un maximum de 1 500 ogives déployées sur des vecteurs faisant l'objet de limitations dans le nouveau Traité de réduction des armes stratégiques (START), ainsi que des forces nucléaires qui ne sont limitées en nombre par aucun traité de contrôle des armements. Par exemple, la Russie dispose d'un arsenal actif pouvant aller jusqu'à 2 000 ogives nucléaires non stratégiques qui ne sont limitées par aucun traité. De même, la Russie cherche à mettre au point plusieurs nouveaux systèmes à capacité nucléaire conçus pour exercer une menace sur le territoire des États-Unis ou sur ses alliés et partenaires, certains de ces systèmes n'étant pas non plus l'objet d'obligations en vertu du nouveau traité START.

D'ici les années 2030, les États-Unis, pour la première fois de leur histoire, seront confrontés à deux grandes puissances nucléaires en tant que concurrents stratégiques et potentiels adversaires. Cela générera de nouvelles pressions sur la stabilité et de nouveaux défis en termes de dissuasion, d'assurance, de contrôle des armements et de réduction des risques.

La RPC et la Russie s'efforcent également de consolider leurs forces nucléaires grandissantes au moyen d'une gamme plus vaste de capacités cinétiques et non cinétiques, notamment en matière de cybernétique, d'espace, d'information et de frappes conventionnelles avancées. Les deux pays visent à intégrer ces capacités multi-domaines au service de stratégies coercitives et à rendre possibles des campagnes militaires conçues pour mettre les forces conjointes face à des dilemmes opérationnels. En outre, la RPC et la Russie possèdent probablement des capacités de guerre chimique et biologique qui représentent une menace pour les troupes, les opérations militaires et les populations civiles des États-Unis, de leurs alliés et de leurs partenaires.

La République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord), bien qu'elle ne soit pas un concurrent de la même envergure que la RPC et la Russie, présente néanmoins des dilemmes de dissuasion pour les États-Unis, ainsi que leurs alliés et partenaires. Elle constitue une menace persistante et un danger pour le territoire des États-Unis et la région indo-pacifique, alors qu'elle élargit, diversifie et perfectionne ses capacités nucléaires, balistiques et non nucléaires, notamment son arsenal d'armes chimiques. Une crise ou un conflit dans la péninsule coréenne pourrait impliquer un certain nombre d'acteurs nucléaires, accentuant le risque d'un conflit plus large.

L'Iran ne possède actuellement pas d'armes nucléaires et nous pensons, à ce jour, qu'il ne cherche pas à s'en doter. Toutefois, de récentes activités iraniennes, qui étaient auparavant limitées par le Plan d'action global commun, sont sources de grande préoccupation car elles sont applicables à un programme d'armes nucléaires. La politique des États-Unis est d'empêcher l'Iran de se doter de l'arme nucléaire.

L'acquisition d'armes nucléaires par de nouveaux acteurs pourrait entraîner de nouveaux défis en termes de dissuasion. Des changements dans le paysage sécuritaire, notamment des actions entreprises par l'Iran et la Corée du Nord, couplés à l'agression de la Russie en Ukraine, pourraient créer de nouvelles incitations à la prolifération ou accentuer les incitations existantes.

De plus, le terrorisme nucléaire continue de représenter une menace pour les États-Unis et leurs alliés et partenaires. Les terroristes continuent de s'intéresser à l'utilisation d'armes de destruction massive dans des attaques contre les intérêts des États-Unis et éventuellement contre le territoire américain. Des connaissances, des marchandises et des technologies à double usage applicables aux armes de destruction massive continuent de proliférer.

L'environnement sécuritaire pose un certain nombre de problèmes critiques pour la dissuasion.

***La place importante et croissante qu'occupent les armes nucléaires dans les stratégies et forces de nos concurrents accentue le risque associé à la concurrence stratégique et l'enjeu de crises et de confrontations militaires.***

Comme le prévoit la stratégie de défense nationale, nous devons être à même de dissuader toute agression conventionnelle pouvant donner lieu à une escalade aboutissant à une utilisation d'armes nucléaires quelle qu'en soit l'échelle. La Russie représente l'exemple actuellement le plus frappant de ce problème, compte tenu de son arsenal nettement plus

important de système nucléaires régionaux et de la possibilité de voir la Russie utiliser ces forces nucléaires pour remporter une guerre à sa périphérie ou pour éviter la défaite si elle se trouvait en passe de perdre une guerre classique. Pour les États-Unis et l'OTAN, dissuader la Russie d'avoir recours à une utilisation nucléaire limitée dans un conflit régional est une priorité de premier ordre.

***L'expansion nucléaire de la RPC et les changements que cela pourrait entraîner dans sa stratégie présentent de nouvelles complexités.*** À court terme, nous devons en tenir compte dans la manière dont on envisage le contrôle des armements et la réduction des risques concernant la Russie. Nous reconnaissons également qu'à mesure que le contexte sécuritaire évolue, il peut devenir nécessaire d'envisager des ajustements de nos forces et stratégie nucléaires pour garantir notre capacité à réaliser la dissuasion ainsi que d'autres objectifs concernant la RPC. Dans nos plans et capacités, nous devons également tenir compte du fait que la RPC sera de plus en plus à même d'exécuter une gamme de stratégies nucléaires dans le but d'atteindre ses objectifs.

***Des agressions opportunistes pourraient entraîner des défis en matière de dissuasion.*** Si nous devons nous trouver dans une confrontation militaire de grande ampleur avec une grande puissance ou un adversaire régional, la force interarmées devrait être dotée de capacités militaires, y compris d'armes nucléaires, propres à dissuader et vaincre d'autres acteurs qui pourraient chercher à profiter de la situation pour lancer une agression opportuniste. Dans de telles circonstances, nous devons également être prêts à tirer pleinement parti d'autres instruments relevant de notre puissance nationale et des capacités que nos alliés et partenaires peuvent mobiliser.

***Les défis multi-domaines pesant sur la stabilité vont s'intensifier.*** À mesure que toutes les grandes puissances développent des approches multi-domaines, les États-Unis et leurs alliés et partenaires seront face à de nouveaux dilemmes en matière de dissuasion et de gestion des risques d'escalade. L'un de ces défis est la conséquence des progrès réalisés en termes de capacités non nucléaires (notamment cybernétiques, spatiales, aériennes et sous-marines), qui vont vraisemblablement ouvrir des voies complexes et imprévisibles d'escalade des conflits, en particulier en l'absence d'expérience collective, de compréhension commune et de normes de comportement établies (comme dans les domaines de la cybernétique et de l'aérospatial). Un défi connexe est celui du manque d'expérience collective et une connaissance potentiellement limitée des interactions entre capacités stratégiques nucléaires et non nucléaires dans configuration des crises ou des conflits.

### III. LE RÔLE DES ARMES NUCLÉAIRES DANS LA STRATÉGIE DES ÉTATS-UNIS

---

Depuis la fin de la guerre froide, les États-Unis ont considérablement réduit la taille et la diversité de leurs forces nucléaires, restreint les circonstances dans lesquelles ils envisageraient d'avoir recours à ces armes, activement recherché des réductions de forces nucléaires réciproques avec la Russie et progressé dans la non-prolifération et la réduction des risques à l'échelle mondiale. Contrairement à certains de leurs concurrents, les États-Unis n'utiliseront pas les armes nucléaires à des fins d'intimidation ou dans le cadre d'une politique sécuritaire expansionniste. Cette politique de retenue continue de façonner le rôle que jouent les armes nucléaires dans la stratégie des États-Unis. Les États-Unis sont déterminés à prendre des mesures pour réduire le rôle des armes nucléaires dans leur stratégie ainsi que les risques de guerre nucléaire, tout en nous assurant que notre dispositif de dissuasion stratégique demeure sûr, sécurisé et efficace, et que nos engagements en faveur d'une dissuasion élargie restent forts et crédibles.

***Le rôle des armes nucléaires.*** L'examen de la posture nucléaire décrit de la manière suivante les rôles que jouent les armes nucléaires :

- ▶ Dissuader les attaques stratégiques
- ▶ Fournir des assurances aux alliés et partenaires
- ▶ Réaliser les objectifs des États-Unis en cas d'échec de la dissuasion

Ces rôles sont interconnectés et complémentaires et servent de base pour l'élaboration et l'évaluation de nos stratégies, politiques et capacités nucléaires. Le fait de « se prémunir contre les incertitudes de l'avenir » ne fait plus partie des rôles reconnus pour les armes nucléaires. Les États-Unis continueront de mettre en œuvre des stratégies de gestion de risques robustes dans le domaine nucléaire leur permettant de mettre en place une dissuasion crédible, même face à d'importantes incertitudes et des défis inattendus. Cela nécessite de maintenir une série d'initiatives et d'actions dans le dispositif nucléaire qui permettent de générer, au fil du temps, un avantage et une résilience durables en termes d'arsenal, de complexe de production et d'efforts scientifiques et technologiques. Notre approche de l'atténuation des risques programmatiques, géopolitiques, technologiques et opérationnels grâce à un dispositif nucléaire résilient et adaptable est décrite ci-dessous :

***Dissuader les attaques stratégiques.*** Les États-Unis affirment que leurs forces nucléaires dissuadent les attaques stratégiques sous toutes leurs formes. Elles permettent de dissuader l'emploi de d'armes, nucléaires de quelque ampleur que ce soit, dirigées contre le territoire des États-Unis ou celui d'alliés ou de partenaires, que ce soit de manière terrestre, aérienne, maritime ou spatiale. Toute utilisation d'arme nucléaire par un adversaire, quel que soit le lieu ou la puissance, altérerait fondamentalement la nature d'un conflit, pourrait donner lieu à une escalade non contrôlée et aurait des effets dévastateurs. C'est pourquoi nous devons être en mesure de dissuader à la fois les attaques nucléaires à grande échelle et les attaques plus restreintes pouvant

être perpétrées par un éventail d'adversaires. La capacité de dissuader des attaques nucléaires limitées est critiquée étant donné que certains concurrents ont mis au point des stratégies de guerre susceptibles de reposer sur la menace d'escalade nucléaire afin de mettre fin à un conflit selon des termes avantageux. La capacité à dissuader des utilisations d'armes nucléaires limitées est donc essentielle pour prévenir des agressions non nucléaires. Si nous n'avons pas confiance en notre capacité à empêcher l'escalade par la dissuasion, il sera d'autant plus difficile pour nos dirigeants de prendre la décision de déployer une puissance militaire non nucléaire pour protéger les intérêts vitaux de sécurité nationale – et beaucoup plus dangereux de le faire, si une telle décision était prise.

Conformément aux examens précédents, notre stratégie nucléaire tient compte des menaces non nucléaires existantes et émergentes susceptibles d'avoir un effet stratégique pour lequel une dissuasion par les armes nucléaires est nécessaire. Nous avons conclu que les armes nucléaires sont nécessaires pour dissuader non seulement une attaque nucléaire mais aussi une gamme limitée d'autres attaques de niveau stratégique et aux conséquences lourdes. Il s'agit d'une approche prudente compte tenu de l'environnement sécuritaire actuel et de la manière dont il peut évoluer.

***Assurance envers les alliés et les partenaires.*** La stratégie de sécurité nationale et la stratégie de défense nationale nécessitent de renforcer les architectures de sécurité dans des régions clés afin de tirer pleinement parti des capacités de nos alliés et partenaires à dissuader et, si nécessaires, repousser une agression d'un adversaire. Le réseau mondial d'alliances et de partenariats des États-Unis constitue un centre de gravité militaire. La dissuasion nucléaire élargie des États-Unis est le fondement de ce réseau. Par conséquent, assurer les alliés et les partenaires de la crédibilité de ces engagements est central pour la sécurité nationale et la stratégie de défense des États-Unis.

Les alliés doivent être convaincus de la volonté et de la capacité des États-Unis à dissuader tout l'éventail de menaces stratégiques auxquelles ils sont confrontés et à atténuer les risques qu'ils prendront en cas de crise ou de conflit. La modernisation des forces nucléaires américaines est essentielle pour garantir aux alliés que les États-Unis sont déterminés et capables d'empêcher par la dissuasion toute la gamme de menaces envisagées par la stratégie nucléaire américaine. La dissuasion nucléaire élargie contribue aux objectifs de non-prolifération des États-Unis en donnant aux alliés et partenaires l'assurance de pouvoir résister aux menaces stratégiques et préserver leur sécurité sans avoir à acquérir leurs propres armes nucléaires. Les assurances que nous fournissons à nos alliés et partenaires consistent en partie en un engagement continu et renforcé envers le contrôle des armements, la non-prolifération nucléaire, et la réduction des risques de nucléaires afin d'améliorer la sécurité collective en réduisant ou en limitant les capacités des adversaires.

***Réaliser les objectifs des États-Unis en cas d'échec de la dissuasion.*** Nous maintiendrons un dispositif de dissuasion nucléaire sûr, sécurisé et efficace ainsi que des capacités nucléaires flexibles pour atteindre nos objectifs si le président estime que le recours à l'arme nucléaire est nécessaire. Dans ces circonstances, les États-Unis chercheraient à mettre fin à tout

conflit avec le moins de dégâts possible et dans les meilleures conditions réalisables pour les États-Unis, leurs alliés et leurs partenaires. Dans le cadre de l'application de l'examen de la posture nucléaire, les États-Unis mettront à jour les orientations concernant l'utilisation d'armes nucléaires conformément à la politique et à la stratégie établie par le président après la publication du présent rapport.

Les orientations relatives à l'utilisation des armes nucléaires des États-Unis sont approuvées par le président et tous les plans nucléaires sont examinés et avalisés par le secrétaire à la Défense. Ces plans sont préparés sur les conseils du président des chefs d'état-major interarmées, parmi d'autres hauts fonctionnaires. Les conseils juridiques font partie intégrante de la préparation de ces documents et incluent l'examen de leur conformité avec le droit des conflits armés, qui est officiellement énoncé à l'intention du personnel du département de la Défense dans le manuel du droit de la guerre (*Law of War Manual*) publié par ce même département. La politique de longue date du département de la Défense et de respecter le droit des conflits armés dans tous les conflits armés, quelles que soient leurs caractéristiques, et le manuel de droit de la guerre reconnaît que le droit de la guerre régit l'utilisation des armes nucléaires de la même manière qu'il régit l'utilisation des armes conventionnelles. De plus, la politique qui est depuis longtemps celle des États-Unis est de ne pas menacer intentionnellement les populations ou objets civils. Les États-Unis ne cibleront pas intentionnellement des populations ou objets civils en violation du droit des conflits armés.

***Politique déclaratoire.*** La politique déclaratoire des États-Unis reflète une approche raisonnable et stabilisatrice visant à dissuader tout une gamme d'attaques dans un environnement sécuritaire changeant. Cette politique équilibrée maintient une barre très élevée pour le recours aux armes nucléaires, tout en compliquant les calculs de prise de décision des adversaires et en fournissant des assurances envers les alliés et les partenaires. *Aussi longtemps que les armes nucléaires existeront, leur rôle fondamental sera d'empêcher par la dissuasion des attaques nucléaires contre les États-Unis ou leurs alliés et partenaires. Les États-Unis envisageraient d'utiliser des armes nucléaires uniquement dans des circonstances extrêmes, pour défendre leurs intérêts vitaux, ceux de leurs alliés et de leurs partenaires.*

Les États-Unis n'utiliseront pas ou ne menaceront pas d'utiliser des armes nucléaires contre des États non nucléaires parties au TNP et respectant leurs obligations de non-prolifération. Pour tous les autres États, il demeure une gamme étroite de circonstances dans lesquelles les armes nucléaires américaines pourraient tout de même jouer un rôle dans la dissuasion d'attaques ayant un effet stratégique à l'encontre des États-Unis ou de leurs alliés et partenaires.

La politique déclaratoire est informée par les facteurs suivants : la menace, l'évaluation des perceptions de l'adversaire, les perspectives des alliés et partenaires et nos objectifs de réduction des risques. Nous avons procédé à un examen approfondi d'un large éventail d'options concernant la politique déclaratoire – y compris les politiques du non-recours en premier et du but unique – et avons conclu que ces approches déboucheraient sur un niveau de risque inacceptable à la lumière de la gamme des capacités non nucléaires actuellement développées et déployées par des concurrents, qui pourraient faire infliger des dommages de niveau stratégiques aux États-Unis et à

leurs alliés et partenaires. Certains alliés et partenaires sont particulièrement vulnérables à des attaques perpétrées par des moyens non nucléaires et pouvant avoir des effets dévastateurs. Nous conservons l'objectif d'avancer vers une déclaration de but unique et allons travailler avec nos alliés et partenaires pour identifier les étapes concrètes à franchir pour y parvenir.

*Les armes nucléaires dans la stratégie de défense des États-Unis.* Bien que les États-Unis maintiennent la barre très élevée pour le recours aux armes nucléaires, notre posture nucléaire a pour but de compliquer le calcul de prise de décisions de l'adversaire dans sa globalité, y compris la décision de déclencher une crise, d'initier un conflit armé, de mener des attaques stratégiques au moyen de capacités non nucléaires, ou d'escalader jusqu'à l'utilisation d'armes nucléaires de quelque ampleur que ce soit. Notre dissuasion nucléaire sous-tend donc l'ensemble de nos priorités de défense nationale, y compris la défense du territoire des États-Unis, la dissuasion des attaques stratégiques contre les États-Unis, leurs alliés et partenaires, et la dissuasion des agressions régionales en se concentrant particulièrement sur RPC et la Russie. De plus, l'objectif du département de la Défense de bâtir un écosystème de défense et une force interarmées résilients a une incidence directe sur notre posture nucléaire. Améliorer la résilience de l'ensemble du système de défense nécessite d'investir dans le dispositif nucléaire afin d'assurer qu'il soit capable de répondre en temps voulu aux changements dans le paysage sécuritaire ou aux défis pouvant surgir au sein de nos forces nucléaires.

Nous exercerons la dissuasion au moyen de forces nucléaires sûres, sécurisées et efficaces, rendant possibles des stratégies et plans spécifiques à chaque pays, des engagements en faveur de la dissuasion élargie et une approche de dissuasion intégrée incorporant les capacités non nucléaires pertinentes, adaptées à des scénarios de menace spécifiques. Cette approche requiert : une modernisation de nos forces nucléaires, du NC3, de l'infrastructure de production, de la base industrielle, scientifique et technologiques ; le renforcement des relations en matière de dissuasion élargie ; et le renforcement de nos forces nucléaires par des moyens de défense contre les capacités classiques, cybernétiques, spatiales, informationnelles, chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires des adversaires.

L'un des objectifs clés de la dissuasion est de concevoir des options faites sur mesure qui façonnent les perceptions coûts/bénéfices des adversaires. Le rôle des armes nucléaires est bien établi et énoncé dans les politiques et plans de dissuasion stratégique. Les capacités non nucléaires peuvent compléter les forces nucléaires dans les plans et opérations de dissuasion stratégique de manière adaptée à leurs caractéristiques et conformément à la politique relative à leur utilisation. Une approche pragmatique de la dissuasion intégrée cherchera à déterminer comment la force interarmées peut combiner les capacités nucléaires et non nucléaires de manière complémentaire pour tirer parti des attributs uniques d'un ensemble de forces multi-domaines dans le but de permettre toute une gamme d'options de dissuasion soutenues reposant sur un dispositif de dissuasion nucléaire crédible. Développer les concepts opérationnels et organisationnels nécessaire prendra du temps et nécessitera d'avantage des recherches, d'évaluation et d'expérience. Ce sera là un point central de la mise en œuvre de la stratégie de sécurité nationale et de la stratégie de défense nationale.

Un autre élément important de la dissuasion intégrée est la meilleure synchronisation de la planification, des exercices et des opérations nucléaires et non nucléaires. Notre objectif est de renforcer la dissuasion et d'élever le seuil nucléaire de nos adversaires potentiels dans les conflits régionaux en sapant la confiance des adversaires dans des stratégies de guerre limitées reposant sur la menace de l'escalade nucléaire. Lorsqu'elle est engagée dans des opérations conventionnelles contre un adversaire doté de l'arme nucléaire, la force interarmées doit être capable de survivre, de maintenir sa cohésion et de continuer de fonctionner face à des attaques nucléaires limitées. Cette forme de résilience envoie un message de dissuasion à l'adversaire, à savoir qu'une escalade nucléaire limitée n'enlèvera pas la capacité des forces américaines, alliées et partenaires d'atteindre leurs objectifs de combat. Il est également impératif que la force interarmées puisse combattre et gagner dans un environnement contaminé par des agents chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN). L'un des points centraux dans la mise en œuvre de l'examen de la posture nucléaire sera de développer plus avant les plans et les exigences concernant cette force afin qu'elle puisse mener des opérations militaires dans un environnement nucléaire, notamment les exigences visant à garantir la résilience des systèmes classiques aux effets d'une utilisation limitée des armes nucléaires et l'amélioration de l'assurance de la mission pour les ressources spatiales critiques aux opérations classiques menées par la force.

Le département de la Défense cherche aussi à intégrer de manière plus étendue et plus approfondie ses activités, opérations et stratégies avec les alliés et partenaires pour montrer aux adversaires que toute agression fera l'objet d'une réponse collective. Un engagement accru avec les forces alliées et partenaires ajoute à l'incertitude et à la complexité de la planification pour les adversaires. Un adversaire peut opter pour la retenue s'il estime qu'il ne se confronte pas seulement aux États-Unis mais à une alliance ou à une coalition unie, prête à partager les risques, à contrer l'agression et à infliger des coûts rédhibitoires. Les relations de dissuasion nucléaires de vaste ampleur jouent un rôle important à cet égard, en rendant opérationnelle une défense collective qui associe la sécurité des États-Unis et celle des alliés et qui donne aux alliés et aux partenaires la confiance nécessaire pour résister à la coercition et défendre vigoureusement les intérêts communs. Même si les adversaires cherchent à désunir les États-Unis et leurs alliés, la force de ces relations de dissuasion élargie leur fait comprendre qu'ils courent le risque d'élargissement de l'agression locale, avec des conséquences potentiellement catastrophiques.



## IV. STRATÉGIES DE DISSUASION NUCLÉAIRE SUR MESURE

---

*Approches spécifiques aux pays.* La stratégie de dissuasion des États-Unis repose sur la crédibilité de la capacité des forces américaines de maintenir une menace sur ce qui est le plus cher aux dirigeants adversaires. Une dissuasion efficace – et le rétablissement de la dissuasion si nécessaire – exige des stratégies adaptées aux potentiels adversaires et qui reflètent notre meilleure compréhension de leurs processus décisionnels et de leurs perceptions.

La RPC augmente ses capacités à menacer les États-Unis et leurs alliés et partenaires au moyen d'armes nucléaires. L'éventail des options nucléaires à disposition des dirigeants de la RPC s'élargira dans les années à venir pour éventuellement englober une plus large variété de stratégies conçues pour atteindre ses objectifs, y compris la coercition nucléaire et le recours en premier dans une mesure limitée. Nous maintiendrons une stratégie de dissuasion et une posture flexible, permettant de faire clairement comprendre à la RPC que les États-Unis ne se laisseront pas détourner de la défense de leurs alliés et partenaires, ou contraindre à mettre fin à un conflit à des conditions inacceptables. Parmi les forces disposant de cette flexibilité, on peut citer les ogives de faible puissance W76-2 déployées sur des missiles balistiques à lanceur sous-marin, les bombardiers déployables mondialement, les avions de chasse à double capacité et les missiles de croisière à lanceur aérien. Notre intention est d'éviter que la RPC arrive à la conclusion erronée qu'elle pourrait acquérir un avantage en employant des armes nucléaires, même de manière limitée. L'examen de la posture nucléaire reconnaît qu'alors que l'environnement sécuritaire évolue, des changements dans la stratégie et la posture nucléaire des États-Unis seront peut-être nécessaires pour conserver la capacité à atteindre les objectifs de dissuasion, d'assurance et d'utilisation à la fois pour la Russie et la RPC.

La Russie demeure le concurrent des États-Unis qui dispose des forces nucléaires les plus capables et diversifiées. Elle se distingue de manière unique aujourd'hui par la combinaison de forces nucléaires stratégiques et non stratégiques qu'elle déploie et permet l'utilisation d'armes nucléaires allant d'attaques à grande échelle sur le territoire américain à des frappes plus limitées dans le cadre d'une campagne militaire régionale. Afin de dissuader des attaques de grande envergure, nous déploierons une triade nucléaire moderne et résiliente. Pour dissuader des attaques de théâtre et la coercition nucléaire des alliés et partenaires, nous doterons la triade de capacités renforçant la dissuasion régionale, telles que les avions de combat F-35A à double capacité (DCA) équipés de la bombe B61-12, l'ogive W76-2 et le missile à longue portée tiré à distance de sécurité (LRSSO). Ces capacités flexibles et adaptables sont essentielles pour assurer que les dirigeants russes ne se méprennent pas quant aux conséquences du recours aux armes nucléaires à quelque échelle que ce soit, réduisant ainsi leur degré de confiance dans le fait d'initier une guerre conventionnelle contre l'OTAN tout comme dans le fait d'envisager d'utiliser des armes nucléaires non stratégiques dans un tel conflit.

La RPC et la Russie en sont à des stades différents dans le développement d'armes nucléaires mais chacune représente une menace nucléaire majeure et croissante pour les États-Unis ainsi que leurs alliées et partenaires. Il existe une certaine possibilité de réduire le rôle des armes nucléaires dans nos stratégies à l'égard de la RPC et de la Russie dans des circonstances où la menace d'une réponse nucléaire pourrait ne pas être crédible et où des options non nucléaires pertinentes existent ou peuvent être développées. En même temps, nous estimons que des changements majeurs dans le rôle que jouent les armes nucléaires dans nos stratégies à l'égard de la RPC et de la Russie exigeront que ces pays réduisent ou limitent de manière vérifiable leur forces nucléaires, à défaut de quoi les États-Unis prendraient des risques inacceptables en matière de dissuasion et d'assurance.

Dans un potentiel conflit avec un concurrent, les États-Unis devraient être en mesure de dissuader des agressions opportunistes d'autres concurrents. Nous nous appuyerons en partie sur les armes nucléaires pour contribuer à atténuer ce risque, en reconnaissant qu'un conflit quasi-simultané avec deux États dotés de l'arme nucléaire constituerait une situation extrême.

Notre stratégie à l'égard de la Corée du Nord reconnaît la menace posée par ses capacités nucléaires, chimiques, balistiques et conventionnelles, en particulier la nécessité de faire clairement comprendre au régime Kim les conséquences désastreuses qu'aurait une utilisation d'armes nucléaires de sa part. Toute attaque nucléaire de la Corée du Nord contre les États-Unis ou leurs alliés et partenaires sera inacceptable et entraînera la fin de ce régime. Dans aucun scénario le régime Kim ne peut avoir recours aux armes nucléaires et survivre. Sans pour autant recourir aux armes nucléaires, la Corée du Nord peut lancer des attaques stratégiques rapides en Asie de l'Est. Les armes nucléaires des États-Unis continuent de jouer un rôle dans la dissuasion de telles attaques. Par ailleurs, nous tiendrons le régime pour responsable de tout transfert de technologie, de matériel ou d'expertise en matière d'armes nucléaires à tout État ou acteur non étatique.

L'Iran ne représente à l'heure actuelle pas une menace nucléaire mais poursuit le développement de capacités qui pourraient lui permettre de fabriquer une arme nucléaire s'il en décidait ainsi. Les États-Unis misent sur la surenchère non-nucléaire pour dissuader toute agression régionale par l'Iran, pour autant que l'Iran ne possède pas d'armes nucléaires. La politique des États-Unis veut que l'Iran ne soit pas autorisé à obtenir l'arme nucléaire. Cette politique a été une constante pour plusieurs gouvernements successifs depuis que l'existence d'un programme nucléaire iranien clandestin a été rendue publique.

***Gérer les risques d'escalade et d'erreur de calcul.*** Des changements dans l'environnement sécuritaire et de nouvelles capacités – en particulier dans les domaines cybernétique et spatial – contribueront, par le biais de crises ou de conflits, à un environnement opérationnel de plus en plus complexe. Dans ce type de contexte, il sera plus difficile de garantir la dissuasion des agressions et la gestion de l'escalade. Ainsi, nous suivrons les orientations relatives à la gestion des risques d'escalade dans l'élaboration et l'application de stratégies de dissuasion sur mesure. Ces orientations refléteront les principes généraux et les approches en faveur de la stabilité en cas de crise, tels que la résilience et les défenses architecturales visant à réduire les avantages du premier

arrivé dans le cyberespace et l'espace, les concepts et capacités opérationnels fournissant des options conçues pour limiter les risques d'escalade, ainsi que des systèmes d'armement et des réseaux de commandement et de contrôle résilients et soumis à des tests de résistance.

De plus, en cas de crise ou de conflit, nous chercherons à gérer les risques d'escalade en nous attaquant aux fausses perceptions que les adversaires pourraient avoir concernant la détermination, les capacités, les intentions stratégiques ou les objectifs de guerre des États-Unis et qui pourraient mener à des erreurs de calcul. Cela peut être accompli par notre posture nucléaire et non nucléaire, les communications publiques et privées et par des mécanismes de gestion de crise et de communication et situation de crise. Dans l'élaboration de plans opérationnels et la prise de décision relative à notre posture nucléaire et à notre état de préparation, il est également important de réduire les risques que les États-Unis interprètent de manière erronée les intentions ou capacités des adversaires, ou franchissent involontairement un seuil mal compris ou ambigu déclenchant une utilisation des armes nucléaires de la part d'un adversaire. Les analyses des renseignements, les simulations et jeux de guerre, la « méthode de l'équipe rouge », parmi d'autres moyens, offrent des informations exploitables aux dirigeants américains qui les aident à atténuer ce risque.

Le dialogue avec des adversaires potentiels en temps de paix peut faciliter les efforts déployés dans une situation de crise ou de guerre pour réduire les risques de fausse perception qui pourraient entraîner une escalade. Nos objectifs dans les discussions sur la stabilité stratégique incluent l'amélioration de la transparence et de la compréhension mutuelle des perceptions de menaces, les politiques, la doctrine, les capacités, ainsi que l'établissement ou le perfectionnement de processus de gestion de crise contribuant à éviter ou limiter l'escalade des conflits. Si les États-Unis ont une expérience substantielle dans le dialogue stratégique et la gestion des crises avec la Russie, ils n'ont fait que peu de progrès avec la RPC en dépit d'effort constants de la part des États-Unis. Le monde attend des puissances nucléaires qu'elles agissent de manière responsable, notamment en matière de réduction des risques et de communication en situation de crise. Les États-Unis persévéreront dans ces efforts avec la Chine.

Nous reconnaissons également le risque d'escalade nucléaire involontaire, pouvant résulter d'une utilisation accidentelle ou non autorisée d'armes nucléaires. Les États-Unis disposent d'importantes protections érigées pour atténuer ces risques. Par exemple, les missiles balistiques intercontinentaux basés à terre (ICBM) des États-Unis ne sont pas maintenus en état d'alerte maximale. Ces forces sont en état d'« alerte quotidienne » (*day-to-day alert*), une posture qui contribue à la stabilité stratégique. Les forces en alerte quotidienne sont sujettes à de multiples niveaux de contrôle et les États-Unis maintiennent des garde-fous rigoureux de nature procédurière et technique afin d'éviter tout lancement accidentel, non autorisé ou sur la base de mauvaises informations. Des capteurs résistants et redondants offrent un degré de confiance élevé quant à la possibilité de détecter et de catégoriser des attaques potentielles, permettant de mettre en place des politiques et procédures qui garantissent un processus de délibération, laissant au président assez de temps pour collecter les informations et examiner les différentes pistes d'action. Dans les scénarios les plus plausibles préoccupant les responsables politiques à l'heure actuelle, il y aurait assez de temps pour des délibérations approfondies. Pour ces raisons, alors que les États-Unis

maintiennent la capacité de lancer des armes nucléaires dans des conditions d'attaque nucléaire en cours, ils ne misent pas sur une politique de lancement d'armes nucléaires en réponse à une attaque en cours pour assurer une réponse crédible. Au lieu de cela, les forces nucléaires des États-Unis sont conçues pour résister à une attaque initiale. Dans tous les cas, les États-Unis s'assureront de conserver « un humain dans la boucle » dans toutes les actions critiques pour éclairer et exécuter les décisions prises par le président concernant le début et l'arrêt du recours aux armes nucléaires.

En vue de renforcer la confiance et la sécurité, les États-Unis ont, au fil du temps, pris des mesures pour modifier leur posture nucléaire afin d'améliorer la stabilité. Nous continuons de maintenir notre pratique de longue date consistant à cibler des forces nucléaires stratégiques en pleine mer dans le cadre de l'état d'alerte quotidienne. De plus, alors que nous conservons la capacité de charger une partie de notre dispositif de missiles balistiques intercontinentaux basés à terre (ICBM), nous continuons de configurer ces missiles avec uniquement une tête nucléaire dans le cadre de l'état d'alerte quotidienne, réduisant ainsi les incitations pour les adversaires de lancer une attaque en premier. En outre, baisser le niveau d'alerte pour les ICBM ou d'autres mesures visant à réduire le niveau d'alerte pourrait nuire à la stabilité en temps de crise en accentuant les incitations pour les adversaires de lancer une attaque ou d'accroître leur état de préparation nucléaire en tant que mesure de coercition.

Le département de la Défense continuera de s'efforcer d'acquérir une meilleure compréhension des risques potentiels pour la stabilité en situation de crise. Par ailleurs, conformément à la loi *National Defense Authorization Act* portant sur l'exercice budgétaire 2022, le département de la Défense demandera un examen indépendant de la sûreté, de la sécurité et de la fiabilité des armes nucléaires des États-Unis, du NC3 et des systèmes d'alerte tactique intégrée et d'évaluation des attaques.

## V. RENFORCER LA DISSUASION NUCLÉAIRE RÉGIONALE

---

Tant que les alliés et partenaires sont confrontés à des menaces nucléaires, la dissuasion nucléaire élargie restera un pilier des architectures de sécurité régionales. Fournir une assurance efficace aux alliés et partenaires repose sur une vision commune de l'environnement de sécurité et des défis en matière de dissuasion, sur un engagement à partager les risques et les charges, sur des forces nucléaires modernes et efficaces, sur des processus de consultation solides et sur la confiance des alliés en partenaires en la capacité et la volonté des États-Unis à tenir leurs engagements en matière de sécurité. Sur la base de ces principes, nous collaborerons avec nos alliés et partenaires pour élaborer des politiques de dissuasion élargie et d'assurance adaptées et sensibles à l'environnement sécuritaire, en y intégrant nos capacités collectives résidant dans l'ensemble des outils de nos forces nationales.

Ces assurances reposent également sur un engagement à atteindre des objectifs communs en matière de contrôle des armements, de non-prolifération et d'autres formes de réduction des risques conformément aux intérêts de sécurité collective. Cela inclut d'identifier des étapes pour réduire le risque d'erreur de calcul qui pourrait entraîner une escalade nucléaire par inadvertance ou de manière délibérée.

*Dissuasion nucléaire forte et crédible dans la région euro-atlantique.* Aussi longtemps que les armes nucléaires existeront, l'OTAN demeurera une alliance nucléaire. Une Alliance forte et unie dotée d'une mission nucléaire claire demeure essentielle pour dissuader les agressions et promouvoir la paix et la stabilité dans la région euro-atlantique, en particulier à la lumière de l'agression de la Russie contre son voisin et du rôle central que jouent les armes nucléaires et autres capacités stratégiques dans la doctrine russe.

Les forces nucléaires stratégiques et les armes nucléaires déployées à l'avant des États-Unis constituent un lien politique et militaire essentiel entre l'Europe et l'Amérique du Nord. Associées aux forces nucléaires indépendantes de la France et du Royaume-Unis ainsi qu'aux arrangements pour le partage du nucléaire de l'OTAN, les forces nucléaires des États-Unis restent essentielles pour la posture de l'Alliance en termes de dissuasion et de défense. Depuis l'invasion de l'Ukraine et l'occupation de la Crimée par la Russie en 2014, l'OTAN a pris des mesures pour garantir qu'elle dispose d'une dissuasion nucléaire moderne, prête et crédible. Cela inclut la modernisation des armes nucléaires des États-Unis déployées à l'avant en Europe et la transition, avec les alliés de l'OTAN participants, vers une nouvelle génération d'avions de combat, notamment l'avion d'attaque interarmées F-35A. Les États-Unis travailleront en collaboration avec les alliés concernés pour s'assurer que la transition vers des avions à double capacité (DCA) et la bombe B61-12 soit exécutée de manière efficace et en perturbant le moins possible l'état de préparation.

Des mesures supplémentaires sont nécessaires pour pleinement adapter ces forces aux conditions de sécurité actuelles et émergentes. Nous travaillerons en coopération avec nos alliés et partenaires

pour surveiller les capacités et la doctrine de la Russie ainsi que d'autres aspects de l'environnement sécuritaire, pour améliorer l'état de préparation, la capacité de survie et l'efficacité de la mission DCA dans l'ensemble du spectre des conflits, notamment par des exercices renforcés, pour améliorer la cohérence des capacités et concepts nucléaires et non nucléaires de l'OTAN afin d'assurer leur renforcement mutuel, et pour parvenir à une participation la plus large possible à la mission de partage du nucléaire de l'OTAN, conformément aux engagements en vertu des traités. Tout changement dans la posture nucléaire de l'OTAN sera le fruit d'un examen exhaustif au sein de l'Alliance et d'une décision de cette dernière allant dans ce sens.

***Dissuasion nucléaire forte et crédible dans la région indo-pacifique.*** Nos engagements envers nos alliés et partenaires de la région indo-pacifique en matière de sécurité sont inébranlables. Nous reconnaissons qu'il existe des préoccupations grandissantes concernant des développements nucléaires et balistiques en RPC, en Corée du Nord et en Russie et sommes déterminés à renforcer la dissuasion de manière à l'adapter aux changements dans l'environnement sécuritaire régional. À cet effet, nous collaboreront avec nos alliés et partenaires pour garantir une combinaison efficace de capacités, de concepts, de déploiements, d'exercices et d'options sur mesure pour dissuader toute coercition ou agression et y répondre le cas échéant.

Cette approche se fonde sur une consultation plus solide en matière de dissuasion élargie, mettant l'accent sur une optique de coopération entre les États-Unis et leurs alliés dans la prise de décisions relative à la politique de dissuasion nucléaire, à la communication stratégique et aux activités visant à renforcer la sécurité collective à l'échelle régionale. Dans le prolongement des dialogues sur la dissuasion élargie instaurés au cours de la dernière décennie avec la République de Corée, le Japon et l'Australie, ainsi que dans d'autres forums, nous identifierons des étapes concrètes propres à améliorer la consultation. Cela pourrait comprendre des rencontres périodiques à des niveaux de responsabilité plus élevés et l'examen d'options visant à améliorer la consultation s'agissant de la gestion des crises. Un objectif primordial est d'identifier des possibilités de partage d'information et de dialogue de manière trilatérale (États-Unis, Japon, République de Corée) ou quadrilatérale (en y ajoutant l'Australie). Les enseignements pertinents tirés de ces dialogues et consultations devraient être directement pris en compte pour la formulation de plans opérationnels et de stratégies de dissuasion sur mesure.

Les États-Unis continueront de déployer des forces nucléaires flexibles aptes à dissuader des conflits nucléaires régionaux, avec la capacité de déployer à l'avant des bombardiers stratégiques, des avions à double capacité et des armes nucléaires à l'échelle régionale et mondiale. Nous collaborerons avec nos alliés et partenaires pour identifier des possibilités d'accroître la visibilité des ressources stratégiques américaines dans la région comme démonstration de la détermination et de l'engagement des États-Unis, y compris par des visites de ports à sous-marin lance-missile balistique et des missions de bombardiers stratégiques. Une meilleure intégration des capacités est également un objectif majeur, afin de mieux synchroniser les éléments nucléaires et non nucléaires de la dissuasion et de tirer parti des capacités non nucléaires dont disposent les alliés et les partenaires et qui peuvent contribuer à la mission de dissuasion nucléaire. Dans la poursuite de ces

objectifs, nous considérons l'expertise, les capacités et les ressources de nos alliés et partenaires comme des « multiplicateurs de forces » permettant de renforcer la dissuasion.

## VI. CONTRÔLE DES ARMEMENTS, NON-PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE ET LUTTE ANTITERRORISTE

---

Au-delà du rôle critique que joue la dissuasion, le contrôle des armements, la réduction des risques et la non-prolifération nucléaire ont une fonction indispensable pour réduire plus encore les dangers nucléaires. Collectivement, ces outils se renforcent mutuellement pour préserver la stabilité, dissuader les agressions et l'escalade et éviter une course aux armements et une guerre nucléaire. Nous plaçons un accent renouvelé sur le contrôle des armements, la non-prolifération et la réduction des risques. Ces mesures viennent compléter la politique nucléaire des États-Unis et les décisions prises en matière de structure des forces nucléaires. Elles permettent également de chercher des possibilités de réduire le rôle des armes nucléaires à l'échelle mondiale, d'améliorer la stabilité stratégique à l'égard de la RPC et de la Russie et de réduire les risques de guerre ou, le cas échéant, d'escalade. Plus spécifiquement, la limitation des capacités stratégiques nucléaires et potentiellement non nucléaires des adversaires et une meilleure transparence à cet égard, grâce au contrôle des armements, sont des éléments cruciaux pour toute approche visant à réduire le rôle des armes nucléaires. Un contrôle des armements nucléaires réciproque et vérifiable constitue la voie plus efficace, durable et responsable pour réduire le rôle des armes nucléaires dans notre stratégie et prévenir leur utilisation. Fidèles à leur engagement à donner la priorité à la diplomatie, les États-Unis chercheront à établir de nouveaux arrangements en matière de contrôle des armements permettant de contrer la gamme tout entière de menaces nucléaires et de promouvoir nos intérêts de non-prolifération à l'échelle mondiale.

Les actions entreprises par la RPC et la Russie pour élargir leur arsenal rendent le contrôle réciproque et vérifiable des armements difficile, mais les États-Unis se prépareront au dialogue en visant des résultats réalistes dans les discussions avec les gouvernements de ces deux pays, étant donné que cela demeure dans notre intérêt de sécurité nationale. Nous rechercherons des possibilités de prendre des mesures pratiques pour avancer vers nos objectifs de transparence et de prévisibilité accrues, de stabilité améliorée, de dépendance réduite aux armes nucléaires et, à terme, d'un monde sans armes nucléaires. La Russie restera au centre des efforts américains, compte tenu de la taille, de la diversité et de la modernisation continue de son arsenal nucléaire. Néanmoins, nous devons prendre en compte l'expansion nucléaire de la RPC dans les futures discussions entre les États-Unis et la Russie sur le contrôle des armements.

***Contrôle des armes nucléaires et réduction des risques.*** Dès son investiture en janvier 2021, le président a immédiatement prolongé le nouveau traité START pour la totalité des cinq années prévues dans le traité. La prolongation des limites vérifiables pour les forces nucléaires russes à portée intercontinentale contribue à la stabilité stratégique et promeut des priorités de défense. Nous continuerons à mettre en œuvre le traité et à vérifier son respect par la Russie. Si le Traité devait expirer sans accord de suivi, la Russie serait libre d'élargir ses forces nucléaires



stratégiques, lesquelles font actuellement l'objet de limitations, ainsi que ses nouveaux systèmes régionaux et à portée intercontinentale, qui ne sont pas actuellement limités par le traité.

Les États-Unis sont prêts à négocier dans les meilleurs délais un nouveau cadre de contrôle des armements pour remplacer le nouveau traité START lorsqu'il expirera en 2026, mais la négociation nécessite un interlocuteur volontaire agissant de bonne foi. Nos priorités incluent la promotion de la transparence et de la réduction mutuelle des risques, en poursuivant des initiatives qui limitent les systèmes ou postures déstabilisants et en réduisant les risques d'erreurs de calcul. Bien que les États-Unis et la Russie aient exprimé leur soutien en faveur d'un contrôle des armes nucléaires allant au-delà du nouveau traité START, nos priorités ne sont pas les mêmes, ce qui souligne l'importance du dialogue, lorsque les conditions le permettent, pour aborder les divergences d'objectifs et de perceptions des systèmes militaires de chaque partie qui affectent la stabilité stratégique.

L'ampleur et le rythme de l'expansion nucléaire de la RPC, ainsi que son manque de transparence et son assurance militaire croissante suscitent des questions concernant ses intentions, sa stratégie et sa doctrine nucléaires ainsi que ses perceptions de la stabilité stratégique. Cela souligne le besoin de discussions concernant des mesures pratiques pour réduire les risques stratégiques, notamment des mesures permettant de poser les bases d'une discussion supplémentaire sur les limitations mutuelles des capacités et des comportements. Bien que la RPC se soit montrée réticente à discuter de ces aspects, les États-Unis se tiennent prêts à dialoguer avec elle sur tout un éventail de questions stratégiques, en mettant l'accent sur la désescalade militaire des conflits, la communication en situation de crise, le partage d'informations, les limitations mutuelles, la réduction des risques, les technologies émergentes et les approches du contrôle des armements, entre autres. Les États-Unis demeurent disposés à rencontrer la RPC dans des contextes bilatéraux et multilatéraux, tout en insistant sur le fait que ces discussions devraient inclure les autorités militaires et diplomatiques des deux parties.

Le dialogue avec la RPC devrait traiter de ses plans d'expansion de la production de matières fissiles pour soutenir son arsenal nucléaire croissant. La RPC devrait adopter un moratoire sur la production de matières fissiles ou, pour le moins, fournir une transparence accrue pour garantir à la communauté internationale que les matières fissiles produites à fins civiles sont entièrement recensées et non détournées à des fins militaires. Nous formulerons clairement à la communauté internationale nos préoccupations quant à l'arsenal nucléaire croissant de la RPC et nous assurerons que les contacts avec la RPC soient conformes à nos engagements envers nos alliés et nos partenaires.

Une mise en œuvre réussie de tout futur accord de contrôle des armements exigera de nouvelles capacités techniques de vérification et de surveillance. Les États-Unis investissent déjà dans certaines des technologies nécessaires, même si une affectation prioritaire de ressources peut être nécessaire pour garantir leur disponibilité au moment où nous en aurons besoin. Notre participation à plusieurs efforts de collaboration internationale (par exemple, le Partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire) contribue à poser les bases techniques pour des innovations

dans le domaine de la vérification et de la surveillance. Dans l'optique de progresser vers nos objectifs à long terme de contrôle des armements, de non-prolifération et de désarmement, nous sommes déterminés à préparer la prochaine génération d'experts techniques et politiques qui seront nécessaires pour négocier et mettre en œuvre les accords futurs.

***Non-Prolifération nucléaire.*** Les États-Unis demeurent dévoués à préserver et renforcer le régime de non-prolifération nucléaire et réaffirment leur engagement envers le TNP. Le TNP a créé un monde plus sûr et plus prospère et toutes les parties, y compris les États-Unis et leurs alliés et partenaires, continuent d'en bénéficier. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et son système de garanties nucléaires, y compris le protocole additionnel, ainsi que le contrôle efficace des exportations à l'échelle internationale, permettent d'empêcher la prolifération nucléaire et devraient être renforcés. Les actions de États-Unis visant à « poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives au désarmement nucléaire » favorisent la sécurité nationale des États-Unis en tant que telle mais renforcent également la confiance internationale envers les avantages au sens large du régime de non-prolifération nucléaire. Les États-Unis continueront d'œuvrer en faveur d'obstacles politiques et technologiques à la prolifération nucléaire, notamment grâce à des contrôles commerciaux stratégiques renforcés et à un soutien pour l'adoption de zones exemptes d'armes nucléaires. Nous continuerons également d'appuyer les efforts visant à permettre à tous les États parties au TNP de profiter des avantages de la technologie nucléaire à des fins pacifiques.

Les États-Unis ont pour politique d'empêcher l'Iran de se doter d'armes nucléaires et misent sur une diplomatie fondée sur des principes, en coordination avec leurs alliés et partenaires, pour limiter les activités nucléaires iraniennes. En outre, nous sommes en faveur de mesures visant à limiter les activités nucléaires iraniennes applicables à des programmes d'armes nucléaires et à fournir le plus haut degré de transparence et de vérification sur le plan international.

Notre politique à l'égard de la Corée du Nord exige une approche diplomatique calibrée afin de consolider des progrès concrets permettant de renforcer la sécurité des États-Unis, de nos alliés et de nos partenaires. Dans le même temps, nous continuerons d'exercer une pression sur la Corée du Nord afin qu'elle respecte ses obligations découlant de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies et reprenne les négociations visant à éliminer son programme nucléaire de manière vérifiable. Pour ce qui est de l'atténuation ou de l'élimination de la menace que fait peser la Corée du Nord, notre but continue d'être la dénucléarisation vérifiable et complète de la péninsule coréenne.

***Contrôle des armements et désarmement multilatéraux.*** Le Processus du P5 promeut un dialogue sur des questions nucléaires qui pourrait renforcer la confiance et la compréhension, améliorer la transparence et créer un forum de haut niveau. À l'avenir, les efforts pourraient être adaptés afin d'approfondir le dialogue sur les doctrines nucléaires, les concepts de réduction des risques et la vérification du contrôle des armes nucléaires.

Les États-Unis soutiennent le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et sont déterminés à œuvrer pour son entrée en vigueur, en reconnaissant les défis importants qu'il faudra relever pour atteindre cet objectif. À court terme, nous continuons de soutenir la Commission préparatoire de l'Organisation du TICE, l'achèvement et le fonctionnement provisoire du Système de surveillance international et du Centre international de données, ainsi que le développement d'un régime d'inspection sur place qui pourra mener à bien sa mission de vérification de la conformité dès l'entrée en vigueur du Traité.

Une fois en vigueur, le TICE interdirait les explosions nucléaires expérimentales de quelque puissance que ce soit. Le TICE n'établit pas de seuil de puissance nucléaire en-dessous duquel de tels essais seraient permis. Si le TICE devait entrer en vigueur, la Russie et la RPC auraient une obligation de respecter la règle de la « puissance zéro ». Les États-Unis dialogueront, lorsque cela sera approprié, avec la Russie et la RPC afin d'aborder des activités sur des sites d'essais nucléaires suscitant des inquiétudes par rapport au Traité, comme le souligne le rapport de conformité du département d'État. Ces préoccupations ne l'emportent pas sur les bénéfices sécuritaires du TICE car ceux-ci incluraient une base juridiquement contraignante ainsi que des outils permettant de contrecarrer ces comportements. Fidèles aux objectifs du TICE, les États-Unis continuent de respecter un moratoire sur les explosions nucléaires expérimentales et appellent les États possédant des armes nucléaires à déclarer ou maintenir de tels moratoires. Le programme de gestion des stocks (*stockpile stewardship program*) de l'Administration nationale de la sécurité nucléaire (NNSA) du département de l'Énergie permet aux États-Unis d'assurer une dissuasion nucléaire sûre, sécurisée et efficace sans qu'un retour aux essais nucléaires ne soit nécessaire. Cela contribue aux objectifs de non-prolifération des États-Unis et constitue un exemple de responsabilité pour tous les États dotés d'armes nucléaires.

Un traité interdisant la production de matières fissiles proscrierait la production de matières fissiles à des fins d'utilisation dans des armes nucléaires et reste un élément essentiel du programme mondial de non-prolifération et de désarmement. Les États-Unis restent en faveur d'entamer des négociations concernant un tel traité, pour autant qu'elles soient fondées sur le consensus et que tous les États clés y participent. Dans l'intervalle nous demeurons engagés à maintenir notre moratoire unilatéral sur la production des matières fissiles à des fins d'utilisation dans des armes nucléaires, qui est en place depuis le début des années 1990. Nous continuons d'encourager tous les États qui ne l'ont pas encore fait, y compris la RPC, à déclarer et à maintenir un tel moratoire dans les plus brefs délais.

Si les États-Unis poursuivent activement l'objectif d'un monde sans armes nucléaires, ils n'estiment pas que le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) constitue un moyen efficace d'atteindre cet objectif. Les États-Unis ne partagent pas la supposition sur laquelle repose le TIAN selon laquelle il serait possible d'éliminer les armes nucléaires indépendamment de la situation sécuritaire à l'échelle internationale. Nous ne pensons pas non plus que le TIAN est un outil efficace pour résoudre les conflits de sécurité sous-jacents qui poussent les États à chercher à acquérir des armes nucléaires ou à les conserver.

***Combattre le terrorisme nucléaire.*** Prévenir les actes de terrorisme nucléaire est une exigence constante en matière de sécurité nationale. Nous continuerons à travailler par la voie de la diplomatie et des partenariats pour faire progresser les éléments fondamentaux de notre stratégie de lutte contre le terrorisme nucléaire : refuser aux acteurs non étatiques l'accès aux matières nucléaires et aux technologies connexes, améliorer les capacités criminalistiques pour identifier l'origine des matières nucléaires échappant au contrôle réglementaire ou utilisées dans un dispositif nucléaire, surveiller et déjouer les tentatives des terroristes d'obtenir des capacités nucléaires, et maintenir une posture permettant de répondre aux incidents pour détecter, bloquer et faire échouer les menaces nucléaires ou minimiser les conséquences des événements nucléaires.

Cette stratégie contribue à la dissuasion à la fois d'acteurs non étatiques et d'États hostiles qui pourraient envisager de fournir des matières nucléaires ou d'autres formes d'assistance à des terroristes désireux d'en acquérir et prévoit des options de riposte en cas d'échec de la dissuasion. Dissuader des États de faciliter l'accomplissement d'actes de terrorisme nucléaire par d'autres acteurs et partiellement possible grâce aux capacités de criminalistique nucléaire qui fournissent les fondements scientifiques nécessaires pour faire en sorte que ces États soient tenus pour responsables. Il est nécessaire d'investir davantage dans ces outils techniques de criminalistique nucléaire pour s'assurer qu'ils demeurent réactifs aux menaces et, par conséquent, scientifiquement crédibles et internationalement acceptés.

## VII. CAPACITÉS NUCLÉAIRES DES ÉTATS-UNIS

---

Les États-Unis installeront et maintiendront des systèmes de vecteurs nucléaires stratégiques et déploieront des armes en conformité avec les limites centrales du nouveau traité START aussi longtemps que le Traité restera en vigueur. Nous continuerons de déployer une triade nucléaire et nous nous engageons pleinement en faveur des programmes qui permettront de mettre en place des systèmes modernisés au cours de cette décennie. Des programmes sont également en cours d'exécution pour moderniser les avions à double capacité (DCA), l'arsenal d'armes nucléaires, l'architecture du NC3 et l'infrastructure de production des armes.

Les trois composantes de la triade nucléaire sont complémentaires, chacune d'entre elles offrant des qualités uniques. Maintenir une triade moderne disposant de ces qualités – efficacité, réactivité, capacité de survie, flexibilité et visibilité – garantit la capacité des États-Unis de résister à toute attaque stratégique et d'y répondre, d'adapter leurs stratégies de dissuasion selon les besoins et de rassurer les alliés en vue de soutenir les efforts de dissuasion élargie.

Si l'arsenal nucléaire américain demeure sûr, sécurisé et efficace, la plupart des systèmes de dissuasion nucléaire ont dépassé leur durée de vie initialement prévue. Des programmes de remplacement sont en bonne voie à l'heure actuelle, mais la marge entre la fin de la durée de vie effective des systèmes en service et le déploiement de leurs remplaçants est fine voire inexistante. Ces programmes de remplacement sont conçus pour offrir des capacités modernisées afin d'éviter toute interruption de notre capacité à déployer un dispositif de dissuasion crédible et efficace.

La bombe gravitaire B83-1 sera mise hors service en raison de limitations grandissantes de ses capacités et de coûts de maintien élevés. À court terme, nous tirerons profit des capacités existantes pour maintenir une menace sur des cibles fortifiées et profondément enterrées. Le département de la Défense, en collaboration avec ses partenaires inter-agences et à la lumière des concepts existants, développera une capacité durable permettant de mieux prendre l'ascendant sur ces cibles.

Nous annulons également le programme de missiles de croisière à lanceur naval à charge nucléaire (SLCM-N). L'examen de la posture nucléaire de 2018 avait introduit le SLCM-N et l'ogive W76-2 pour compléter le programme nucléaire existant dans le but de renforcer la dissuasion d'une utilisation nucléaire limitée dans un conflit régional. Nous avons ré-évalué le bien-fondé de ces capacités et avons conclu que l'ogive W76-2 fournit actuellement un moyen important de dissuasion des utilisations limitées d'armes nucléaires. Sa valeur en termes de dissuasion sera à nouveau évaluée lorsque l'avion d'attaque interarmées F-35A et le missile à longue portée tiré à distance de sécurité (LRSO) seront déployés, en tenant compte de l'environnement sécuritaire et des scénarios plausibles de dissuasion auxquels nous pourrions être confrontés à l'avenir. Nous avons conclu que le missile SLCM-N n'était plus nécessaire compte tenu du rôle de dissuasion de l'ogive W76-2, de l'incertitude quant à savoir si le SLCM-N à lui seul est un levier suffisant pour négocier des limitations au titre du contrôle des armements sur les armes nucléaires non stratégiques de la Russie, et du coût estimé du SLCM-N à la lumière des autres programmes de modernisation nucléaire et des priorités de défense.



## CONCLUSIONS PROGRAMMATIQUES DE L'EXAMEN DE LA POSTURE NUCLÉAIRE 2022

### FORCES TERRESTRES

- Financer pleinement le programme Sentinel de remplacement des ICBM prévu dans le *Future Years Defense Program 2023-2027*.
- Sentinel remplacera Minuteman III (MMIII) à nombre égal afin de maintenir 400 ICBM en état d'alerte.
- Sentinel utilisera les ogives et les coques aérodynamiques W87-0/Mk21 et W87-1/Mk21A.
- Toute alternative au programme Sentinel qui prolongerait la vie de MMIII et le remplacerait à l'avenir résulterait en une augmentation des risques et des coûts.

### FORCES MARITIMES

- Financer pleinement le programme de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de la classe Columbia afin de livrer un minimum de 12 unités pour remplacer la flotte de la classe Ohio à partir de 2030.
- Accorder la priorité aux investissements à court terme dans la base industrielle de construction de sous-marins et dans le maintien de la classe Ohio jusqu'à la fin de la transition vers la classe Columbia.
- Accorder la priorité aux investissements à court terme dans la deuxième prolongation de la durée de vie du système d'armes stratégiques Trident II D5. Achever le programme W88 Alt 370, qui n'introduit pas de nouvelles capacités militaires.
- Poursuivre le programme d'ogives W93. Continuer à soutenir le Royaume-Uni pour son programme de remplacement des ogives, le développement du compartiment commun de missiles et les coques aérodynamiques Mk7.

### FORCES AÉRIENNES

- Moderniser la flotte de bombardiers B-52H Stratofortress jusqu'en 2050 en tant que plateforme nucléaire de portée mondiale.
- Financer entièrement le bombardier B-21 Raider pour remplacer la flotte de B-2A Spirit. L'armée de l'air fera l'acquisition d'un minimum de 100 bombardiers B-21.
- Financer entièrement le missile à longue portée tiré à distance de sécurité (LRSO) et l'ogive W80-4 associée pour remplacer le missile de croisière à lanceur aérien.
- Mettre hors service la bombe gravitaire B83-1. Tirer parti des capacités existantes à court terme et développer une capacité durable permettant l'amélioration des capacités de lutte contre des cibles fortifiées et enterrées profondément.

### CAPACITÉS SUPPLÉMENTAIRES ET DE DCA

- Conserver l'option des ogives de faible puissance W76-2 déployées sur des missiles balistiques à lanceur sous-marin et réévaluer périodiquement leur valeur dissuasive.
- Annuler le programme de missile de croisière à lanceur naval (SLCM) à charge nucléaire.
- Poursuivre la certification nucléaire de l'avion de combat F-35A et passer du F-15E au F-35A pour soutenir la mission nucléaire de l'OTAN.
- Remplacer les bombes gravitaires B-61-3/4/7 par la bombe B61-12 à durée de vie prolongée.

***Renforcement du système de commandement, de contrôle et de communications concernant les armes nucléaires (NC3).*** Notre système NC3 doit assurer le commandement et le contrôle des forces nucléaires en tout temps et dans toutes les circonstances, y compris durant et après une attaque nucléaire ou non nucléaire par un adversaire quel qu'il soit. Des capacités NC3 résilientes sont un élément essentiel de l'assurance de la mission pour les opérations nucléaires. Les cinq fonctions essentielles du commandement et du contrôle nucléaires sont : la détection, l'alerte et la caractérisation de l'attaque ; la planification nucléaire adaptative ; la concertation pour la prise de décisions ; la réception et l'exécution des ordres du président ; et les activités permettant la gestion et la direction des forces.

Nous aurons recours à une combinaison optimisée d'approches de résilience pour protéger l'architecture NC3 de nouvelle génération face aux menaces posées par les capacités des concurrents. Cela comprend notamment : une protection accrue contre les menaces cybernétiques, spatiales, et d'impulsions électromagnétiques ; l'amélioration de l'alerte tactique intégrée et de l'évaluation des attaques ; l'amélioration des postes de commandement et des liaisons de communication ; une technologie avancée d'aide à la prise de décision ; et une intégration de la planification et des opérations.

***Innovation technologique au service du dispositif nucléaire*** Une approche plus robuste et plus systématique de l'innovation technologique est essentielle pour créer un avantage durable en matière nucléaire. Cela nécessite d'investir dans de nouveaux efforts de recherches, de prototypage et d'ingénierie qui peuvent être mis à profit au moment voulu afin d'assurer une dissuasion sûre, sécurisée et efficace qui perdure dans le temps. Un accent plus marqué sera placé sur les activités de recherche, de développement, de test et d'évaluation, ainsi que sur les droits relatifs aux données à usage gouvernemental et le développement plus rapide de technologies et de concepts systèmes grâce à l'ingénierie numérique et à l'architecture ouverte, par exemple. Les activités de développement mettront l'accent sur une approche expérimentale robuste de l'utilisation des technologies émergentes et des pratiques de conception innovantes afin de promouvoir la concurrence entre les concepts, d'accélérer la préparation technologique, de renforcer le personnel critique et d'aider le leadership à comprendre les opportunités technologiques. Cette approche à multiples facettes promouvra la résilience fondée sur la technologie et réduira les risques associés au développement ou à l'adaptation des futures capacités de dissuasion nucléaire.

***Certification des stocks.*** Depuis 1992, les États-Unis maintiennent un moratoire sur les explosions nucléaires expérimentales et demeurent engagés à assurer la sûreté, la sécurité et la fiabilité de leur arsenal au moyen d'un programme de gestion des stocks rigoureux et fondé sur des données scientifiques. Depuis plus de 20 ans, les départements de la Défense et de l'Énergie, les directeurs des laboratoires de sécurité nationale et les commandants du Commandement stratégique des États-Unis (USSTRATCOM) s'assurent, grâce à une évaluation annuelle, que notre arsenal nucléaire est sûr, fiable et efficace et qu'il n'est pas nécessaire de procéder à des explosions nucléaires expérimentales pour assurer la fiabilité de l'arsenal. Alors que les durées de vie des



systemes d'ogives nucléaires sont prolongées, les évaluations et certifications requises par l'Administration nationale de la sécurité nucléaire (NNSA) et le Commandement stratégique des États-Unis (USSTRATCOM) se heurtent à de plus en plus de difficultés en raison des limitations en matière de matériel de surveillance et de possibilités d'essai. En outre, si des problèmes sont identifiés par les activités de surveillance et de test, la capacité de l'infrastructure de production à procéder aux changements nécessaires peut entraîner des interruptions pour d'autres programmes de modernisation prévus. Par conséquent, les États-Unis maintiennent un programme de préparation aux explosions nucléaires expérimentales dans l'éventualité où il serait nécessaire de résoudre des incertitudes techniques. Les États-Unis n'envisagent ni ne souhaitent un retour aux explosions nucléaires expérimentales. Toute reprise des essais nucléaires se ferait uniquement sur instruction explicite du président.

## VIII. UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ NUCLÉAIRE RÉSILIENT ET ADAPTABLE

---

Pendant la majeure partie de la période qui a suivi la guerre-froide, notre dispositif de sécurité nucléaire s'est concentré sur le maintien des armes nucléaires existantes et l'amélioration de notre capacité à évaluer leur sûreté, sécurité, fiabilité et efficacité sans recourir à des explosions nucléaires expérimentales. Lorsque des problèmes de vétusté étaient identifiés dans les stocks, les armes étaient partiellement remises à neuf sans pour autant changer leurs caractéristiques militaires, avec parfois à une mise à niveau des systèmes de sûreté et de sécurité. Des éléments de l'infrastructure de production étaient retirés et d'autres éléments n'étaient pas maintenus.

Aujourd'hui, une grande partie de l'arsenal a vieilli sans remise à neuf globale. À un moment où les risques nucléaires grandissent, une stratégie de remise à neuf partielle ne sert plus nos intérêts. Un dispositif de dissuasion sûr, sécurisé et efficace requiert des armes modernes et une infrastructure moderne, conjuguées à un personnel de premier rang équipé d'outils modernes. Nous devons développer et déployer un arsenal équilibré et flexible, capable de contrer les menaces, de répondre aux incertitudes et de maintenir l'efficacité. Pour ce faire, nous devons non seulement rétablir, réparer et moderniser notre infrastructure de production, mais également assurer qu'elle dispose des moyens et de la capacité nécessaires pour fabriquer et maintenir des armes nucléaires modernes dans les délais voulus. Le dispositif de sécurité nucléaire doit être en mesure de réagir en temps opportun à des menaces en évolution ainsi qu'à des opportunités technologiques, de maintenir l'efficacité au fil du temps et de veiller à tout moment à ce que les instructions présidentielles puissent être réalisées.

Ce plan repose sur trois piliers. Premièrement, compte tenu de la complexité et de la nature interconnectée des programmes de modernisation et de maintenance nucléaires en cours, le département de la Défense et l'Administration nationale de la sécurité nucléaire (NNSA) amélioreront la coordination et l'intégration. Le département de la Défense et la NNSA élaboreront et exécuteront une stratégie de gestion de risques associés au dispositif de dissuasion nucléaire (*Nuclear Deterrent Risk Management Strategy*) pour identifier, hiérarchiser et recommander des actions dans l'ensemble du portefeuille des programmes nucléaires, ainsi que pour veiller à l'état général du dispositif de dissuasion alors que nous maintenons les capacités actuelles et opérons une transition vers des systèmes modernisés. Cette stratégie s'appuiera sur une évaluation continue de l'environnement sécuritaire et sur l'identification rapide des risques potentiels, dans l'optique d'améliorer la visibilité des hauts responsables et de définir des options pour l'atténuation des risques.

Deuxièmement, la NNSA lancera un programme de résilience basé sur la production (*Production-based Resilience Program* ou PRP) en complément au programme de gestion fondé sur la science et d'assurer que le dispositif de sécurité nucléaire soit capable d'assurer une production intégrale. Le PRP établira des capacités et une infrastructure aptes à produire efficacement les armes nécessaires à court terme et au-delà, et suffisamment résilientes pour s'adapter à des exigences

supplémentaires ou nouvelles, si les développements géopolitiques ou technologiques le justifient. Les attributs clés sont la flexibilité, la sécurité et la résilience des chaînes d'approvisionnement et l'élimination des points uniques de défaillance. Le PRP permettra d'incorporer de manière plus régulière et opportune des technologies avancées afin d'améliorer la sûreté, la sécurité et la fiabilité, de prendre en compte les aspects relatifs au contrôle des armements en tant qu'éléments de conception alors que les armes et les infrastructures sont modernisées, et d'améliorer la gestion des stocks et l'atténuation des risques sans dépendance excessive à l'égard d'une type d'ogives spécifique, stock de réserve important ou augmentation de la taille du stock.

Le PRP abordera tous les éléments du dispositif, y compris la production d'étages primaires, d'étages secondaires, de tritium et d'élément non nucléaires, l'enrichissement de l'uranium à des fins nationales et l'assemblage et désassemblage du système. Pour la production primaire, la priorité principale pour les dix prochaines années est la production de charges, une capacité qui a été perdue lorsque le site de Rocky Flats a fermé en 1992. Rétablir la capacité de produire des charges de plutonium pour les étages primaires permettra de se prémunir contre les incertitudes liées au vieillissement du plutonium dans l'arsenal actuel et permettra également la fabrication de nouveaux modèles de charges pour des armes futures, si nécessaire. La stratégie consistant à disposer de deux sites (Los Alamos National Laboratory et Savannah River Site) éliminera le risque de défaillance en un point unique et fournira des options flexibles en termes de capacité. Les priorités pour la production d'étages secondaires sont la finalisation et la pleine exploitation de l'installation de traitement de l'uranium (Uranium Processing Facility), ainsi que la modernisation des installations d'uranium appauvri et de lithium. La modernisation de la production de tritium garantira une sources nationale fiable et résiliente et des options pour des éléments de tritium à durée de vie plus longue. Moderniser les capacités de développement et de production d'explosifs brisants et de matériaux énergétiques permettra d'éliminer les points uniques de défaillance. La modernisation de la capacité de production des composants non nucléaires englobe des éléments tels que la microélectronique stratégique résistante aux effets du rayonnement, les capacités d'essai des composants et un espace de fabrication suffisant.

Troisièmement, la NNSA établira une initiative d'innovation scientifique et technologique (*Science and Technology Innovation Initiative*) pour accélérer l'intégration de la science et de la technologie dans l'ensemble de ses activités. Cette initiative apportera au portefeuille scientifique existant une attention accrue portée sur l'utilisation de la science et de la technologie pour soutenir les phases de conception et de production d'armes et moderniser le complexe de production. Le but est d'assimiler plus rapidement les résultats de la recherche universitaire, commerciale et interne et de réduire ainsi le temps et le coûts associés à la conception et la production d'armes grâce aux technologies les plus modernes, qui répondent au mieux aux menaces potentielles. Cette initiative inclura des installations scientifiques nouvelles et de remplacement. En outre, la NNSA travaillera en étroite collaboration avec la communauté scientifique et technologique du département de la Défense, car tous deux entreprennent des activités visant à promouvoir et exploiter la base technologique nationale.

La bonne santé du dispositif dépend essentiellement du recrutement et de la rétention de personnel qualifié et diversifié. Nous accorderons la priorité aux programmes et politiques visant à assurer que le dispositif de sécurité nucléaire puisse attirer et conserver les talents ainsi qu'effectuer un transfert efficace de connaissances. Bâtir un dispositif résilient et adaptable prendra du temps. Il n'y a pas de solution miracle, mais avec un engagement national soutenu, une stratégie solide et une main d'œuvre du XXI<sup>e</sup> siècle, nous maintiendrons un dispositif de dissuasion sûr, sécurisé et efficace aussi longtemps que nécessaire.

## IX. CONCLUSION

---

Dans un environnement sécuritaire de plus en plus complexe, nous sommes déterminés à garantir un dispositif de dissuasion nucléaire sûr, sécurisé et efficace, ainsi qu'une dissuasion élargie robuste et crédible – une posture qui contribue à la stabilité et soutient les objectifs plus larges de notre stratégie nationale de défense. Cela comprend un engagement envers la gestion responsable des armes nucléaires, la collaboration constructive avec nos alliés et nos partenaires, des approches pragmatiques du contrôle des armements et de la non-prolifération, et une innovation technologique responsable qui renforce la stabilité. Nous reconnaissons pleinement qu'il est important de disposer, de manière constante, d'une politique nucléaire conciliant les exigences évolutives de la dissuasion avec notre objectif consistant à prendre des mesures pour réduire le rôle que jouent les armes nucléaires dans notre stratégie de sécurité nationale, diminuant ainsi la place qu'occupent les armes nucléaires dans le monde entier. Nous travaillerons avec un sentiment d'urgence pour réduire le risque d'une guerre nucléaire, qui aurait des conséquences catastrophiques pour les États-Unis et pour le monde. Les évolutions dans le paysage sécuritaire rendent ces objectifs à la fois plus difficiles et plus pressants. Cependant, nous ne pouvons progresser à cet égard que si nous avons confiance en la capacité de notre posture nucléaire à dissuader des agressions et à protéger nos alliés et nos partenaires. Ainsi, jusqu'à nouvel ordre, les armes nucléaires vont continuer de fournir un effet dissuasif unique, qu'aucun autre élément de la puissance militaire des États-Unis ne peut remplacer. Pour dissuader toute agression et préserver notre sécurité dans l'environnement sécuritaire actuel, nous maintiendrons une posture nucléaire réactive aux menaces auxquelles nous sommes confrontés.

*(Cette page est intentionnellement laissée vierge.)*



